

PRÉFET DE L'INDRE

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement Centre-Val de Loire

Châteauroux, le 17 octobre 2016

Unité Interdépartementale du Cher et de l'Indre

INSTALLATIONS CLASSÉES

Entreprise FERAY

Commune de Saint-Maur

Demande d'enregistrement
d'une installation de stockage
de déchets inertes

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

1. OBJET DE LA DEMANDE

Le 31 janvier 2013, l'Entreprise FERAY a déposé en DDCSPP un dossier de demande d'autorisation concernant la création d'une installation de stockage de déchets inertes (ISDI) sur le territoire de la commune de Saint-Maur en lieu et place d'une ancienne carrière de calcaire à ciel ouvert, accompagnée d'une déclaration d'un groupe mobile de concassage sur ce même site.

Le dossier a été transmis le 5 mars 2013 à la Direction Départementale des Territoires de l'Indre.

Le décret du 12 décembre 2014 soumet désormais les installations de stockage de déchets inertes à la législation des installations classées pour la protection de l'environnement.

Depuis le 1^{er} janvier 2015, les installations de stockage de déchets inertes relèvent du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2760-3 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

De ce fait, et à la demande de l'inspection des installations classées en date du 12 novembre 2015, l'entreprise FERAY vous a adressé, le 24 mai 2016, une nouvelle version de sa demande d'enregistrement d'installation de stockage de déchets inertes, complétée en dernier lieu le 7 juillet 2016.

Par rapport en date du 7 juillet 2016, l'inspection des installations classées vous informait que le dossier déposé était estimé complet et régulier et qu'il pouvait faire l'objet des consultations prévues par les dispositions des articles R. 512-46-11 à 15 du code de l'environnement.

Conformément à l'article R. 512-46-16, vous m'avez transmis, par bordereau du 4 octobre 2016, les avis des conseils municipaux et la copie du registre de consultation publique, sans observation du public, émis dans le cadre de cette demande d'enregistrement.

2. PRESENTATION DU PROJET

2.1. Le demandeur

Le demandeur est l'entreprise FERAY dont le siège social est situé Route de Châtellerault « Vilaines » - 36000 CHATEAUROUX.

Le site concerné par la demande est quant à lui situé au lieu-dit « Les Pièces de Parçay » à Saint-Maur (36250).

2.2 Le projet

Le projet présenté prévoit le remblaiement, par des matériaux inertes, d'une ancienne carrière de calcaire partiellement réaménagée.

L'objectif présenté par l'entreprise FERAY est de rendre aux parcelles concernées leur topographie initiale et de remettre en culture des terrains aujourd'hui inutilisés.

La demande présentée porte sur un stockage total de 93 100 m³ de déchets inertes sur une durée de 18 ans, à raison de 5 500 m³ de remblais par an en moyenne (8 500 m³ au maximum).

L'exploitant accueille sur son site 90 % des déchets inertes en provenance du département de l'Indre (déchets de ses propres chantiers, de la communauté d'agglomération de Châteauroux, et de Châteauroux Métropole), tandis que 10 % des déchets arriveront de départements limitrophes. Ils sont issus de chantiers de démolition et de terrassement.

La liste exacte des déchets admissibles dans l'installation est indiquée dans le dossier. Il s'agit de déchets de démolition et de terrassement (ne provenant pas de sites contaminés) tels que béton, briques, tuiles et céramiques, terres, pierres et cailloux, verre, etc.

À noter que l'entreprise FERAY précise dans son dossier que le site ne recevra pas de déchets d'enrobés bitumineux.

De plus, l'entreprise FERAY rappelle également dans son dossier qu'aucun matériau de construction contenant de l'amiante ne sera admis dans l'installation, ces déchets ne répondant pas à la définition de déchets inertes.

2.3 Le site d'implantation

Le projet d'ISDI se situe sur la commune de Saint-Maur, au droit des parcelles ZE 7 et 8, au niveau du lieu-dit « Les Pièces de Parçay », à 1,5 km environ au sud du bourg de Saint-Maur.

L'emprise du site représente une surface totale de 8 ha 35 a 41 ca m². Elle est bordée par des champs et par une voie parallèle à la route départementale RD 943 (en limite sud, reliant Châteauroux à Tours), permettant d'accéder à la carrière, aux châteaux d'eau et à l'Aérodrome de Châteauroux-Villers.

Les premières habitations se situent à 525 mètres à l'Est du site.

2.4 Usage futur proposé

L'objectif présenté par l'entreprise FERAY est de rendre aux parcelles concernées leur topographie initiale et de remettre en culture les terrains aujourd'hui inutilisés.

3. INSTALLATIONS CLASSEES ET REGIME

L'installation projetée relève du régime de l'enregistrement prévu à l'article L. 512-7 du code de l'environnement au titre de la rubrique suivante :

Rubrique	Classement	Libellé de la rubrique (activité)	Critère de classement	Seuil du critère	Volume
2760-3	E	Installation de stockage de déchets inertes	-	Sans seuil	-

E : enregistrement

4. CONSULTATION DES CONSEILS MUNICIPAUX

Le conseil municipal de la commune où est implanté le projet, ainsi que les conseils municipaux des communes concernées par les risques et inconvénients dont le projet peut être la source, et a minima celles situées dans un rayon de 1 km autour du site, à savoir :

- Déols
- Saint-Maur

ont été consultés conformément aux dispositions de l'article R. 512-46-11 du code de l'environnement.

Le conseil municipal de Saint-Maur, après délibération du 16 septembre 2016, a donné un avis favorable au projet. Cet avis est lié à l'établissement d'une convention entre les deux parties pour l'entretien de la voie communale n° 70, dite voie communale des Châteaux d'Eaux.

Par courrier du 30 août 2016, Monsieur FERAY mentionne que cette convention a été approuvée par délibération du conseil municipal du 13 février 2015 et signée par lui-même mais qu'elle est en attente de signature définitive de Monsieur le Maire.

Le conseil municipal de Déols n'a pas fait connaître son avis dans le délai imparti, conformément aux dispositions de l'article R. 512-46-11 du code de l'environnement.

5. OBSERVATIONS DU PUBLIC

La demande a été portée à la connaissance du public du 29 août au 23 septembre 2016 inclus.

Les avis au public par voie de presse ont été publiés les 13 et 14 août 2016 dans la Nouvelle République.

La demande a été mise en ligne sur le site internet de la préfecture de l'Indre (www.indre.gouv.fr).

Aucune observation du public n'a été consignée dans le registre.

6. ANALYSE DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

6.1 Justification de l'absence de non basculement en procédure d'autorisation

Le projet se situe dans un secteur ne présentant pas de sensibilité particulière du milieu environnant et ses incidences ne se cumulent pas avec celles d'autres projets situés dans ce même secteur.

Par ailleurs, l'entreprise FERAY ne sollicite pas d'aménagement des prescriptions générales applicables à l'installation de stockage

Compte tenu de ces éléments ainsi que du déroulement de la procédure, le projet déposé par l'entreprise FERAY ne nécessite pas le basculement vers une procédure d'autorisation.

6.2 Compatibilité avec la procédure d'enregistrement

6.2.1 Examen de la conformité du projet

L'exploitant a apporté dans son dossier de demande d'enregistrement les éléments permettant de justifier que le projet respecte les prescriptions des arrêtés ministériels du 12 décembre 2014 relatif respectivement aux prescriptions générales applicables aux installations du régime de l'enregistrement relevant de la rubrique n° 2760 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, et aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations [...] de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées.

6.2.2 Compatibilité avec l'affectation des sols

Le projet est compatible avec les documents d'urbanismes opposables aux tiers, en l'occurrence avec le plan d'occupation des sols, modifié, de Saint-Maur.

6.2.3 Compatibilité avec certains plans et programmes

Le projet relève des plans et programmes suivants : Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Loire Bretagne, Plan de prévention et de gestion des déchets.

Dans son dossier, l'exploitant fait état des grandes orientations du SDAGE et indique que le site du projet, situé en partie haute du bassin versant aval de l'Indre, ne constitue pas un milieu favorable aux espèces. Il en concluant que son projet ne va pas à l'encontre de celui-ci.

Concernant le plan de gestion des déchets du BTP, celui-ci constate un « fort déficit pour le stockage des déchets inertes mais un fort potentiel de carrières aménageables en centre de stockage bien réparti sur le territoire ». L'entreprise FERAY précise dans son dossier, à ce titre, que le projet d'ISDI sur la commune de Saint-Maur permettrait ainsi de répondre à la demande d'augmentation de capacité d'accueil des déchets inertes.

6.3 Analyse des avis et observations émises lors de la consultation

Le projet n'a reçu aucun avis défavorable. De plus, aucune observation n'a été émise sur le registre de consultation publique.

6.4 Aménagements sollicités par l'exploitant

Aucun aménagement des prescriptions n'a été sollicité par l'exploitant.

7. CONCLUSION

L'entreprise FERAY a déposé une demande d'enregistrement pour la création d'une installation de stockage de déchets inertes sur la commune de Saint-Maur.

La demande a été instruite conformément aux dispositions des articles R. 512-46-8 à R. 512-46-17 du code de l'environnement.

L'instruction a permis de déterminer que le projet répond à la réglementation applicable.

Le contexte ne nécessite pas l'adaptation des prescriptions applicables, à savoir celles de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 susmentionné.

En conséquence, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le préfet d'enregistrer le projet du demandeur. Un projet d'arrêté, rédigé dans ce sens, est joint en annexe du présent rapport conformément à l'article R. 512-46-17 du code de l'environnement.